



CONGO/ NATIONS-UNIES

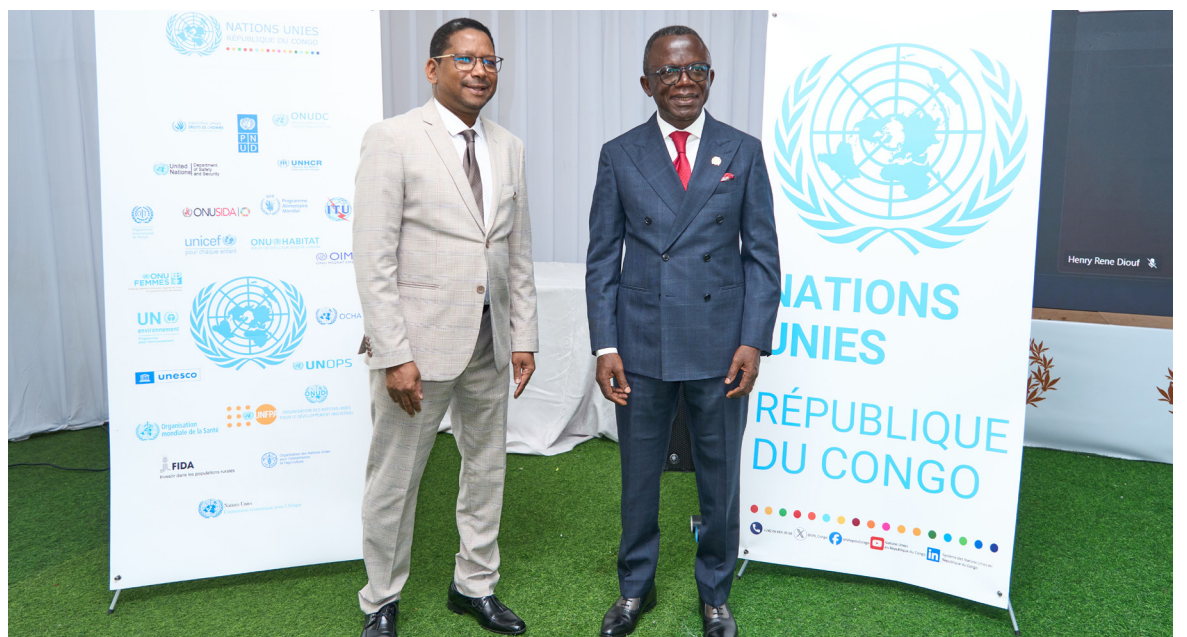
Un nouveau cadre de coopération 2026-2031

Le Bureau du coordonnateur résident des Nations-Unies en République du Congo a organisé, du 27 au 28 janvier, à Brazzaville un atelier consacré aux principes normatifs à intégrer dans l'élaboration du nouveau cadre de coopération entre le gouvernement et les agences onusiennes pour les cinq prochaines années (2027-2031).

Placée sous la tutelle du ministère de l'Economie, du Plan et de l'Intégration régionale, cette rencontre intervient au moment où arrive à échéance le cadre de coopération 2020-2026. Elle se fixe comme objectif de renforcer la compréhension commune et l'appropriation par l'ensemble des acteurs, des fondements méthodologiques et normatifs nécessaires à l'élaboration dudit nouveau cadre.

Page 16

Abdourahamane Diallo
et Ludovic Ngatsé



ENTREPRENARIAT

Des jeunes porteurs de projets bénéficient d'un accompagnement



La photo de famille des lauréats

Le mouvement social l'Avenir du Congo, en collaboration avec l'association russe, Globus, va accompagner plus de soixante-dix des jeunes porteurs de projets sélectionnés dans sept catégories thématiques spécifiques couvrant l'entrepreneuriat, l'éducation, le sport, la musique et l'action sociale.

Ces jeunes innovateurs bénéficieront d'un suivi stratégique incluant conseils d'experts, promotion et appui financier à la mise en œuvre des projets dans leurs départements respectifs. « Nous avons permis à ces jeunes de présenter leur vision, leurs idées, leurs qualités, leurs attentes afin de pouvoir stimuler auprès des autres Congolais l'intérêt de vouloir contribuer à visualiser leur avenir », a précisé Koud Etokabeka Rodlain, coordonnateur de l'initiative Atelier de l'Avenir.

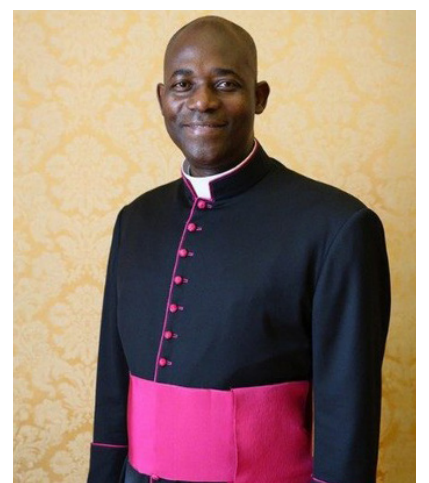
Page 3

DIPLOMATIE VATICANE

Mgr Relwendé Kisito Ouédraogo nommé nonce apostolique

Le pape Léon XIV a nommé Mgr Relwendé Kisito Ouédraogo à la nonciature apostolique en République du Congo. D'origine burkinabè, le nouveau nonce (54 ans) assurait, les fonctions de secrétaire particulier du cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État du Saint-Siège. Il est également membre du comité de gestion du fonds « Pro Africa », du conseil d'administration de la Fondation « Mondo Unito » et de l'Association des liturgistes africains.

Page 15



FOOTBALL

Le Congo sous la menace de lourdes sanctions de la Fifa

Le conseil de la Fédération internationale de football association (Fifa) s'est saisi de la situation de crise que traverse le football congolais avec à la clé la fermeture des stades qui empêche le ballon de rouler faute de championnat national de Ligue1. La menace de l'instance mondiale du football fait suite au non-respect par l'Etat congolais des statuts de la Fifa et de la CAF. Elle présage, à l'instar, des amendes écoppées par le Maroc et le Sénégal, des sanctions lourdes conséquences.

Page 15

Editorial

Coup de fouet

Page 2

ÉDITORIAL

Coup de fouet

Le gouvernement a décidé, avec l'appui de partenaires, de juguler les faiblesses du secteur énergétique national en renforçant les infrastructures de production, de transport et de distribution de l'électricité entre les villes de Pointe-Noire et de Brazzaville.

L'objectif à terme est de résoudre l'épineux problème des délestages du courant électrique qui affectent les deux plus grandes agglomérations du pays. Point n'est besoin de rappeler les effets des coupures intempestives d'électricité sur les ménages, les administrations publiques et les entreprises privées.

Au nombre des actions à mener par les pouvoirs publics figurent la réhabilitation du barrage hydroélectrique de Moukoulou dans le département de la Bouenza et des postes transformateurs de forte puissance, la construction des nouveaux barrages ainsi que le remplacement des câbles des lignes haute tension.

Tel un coup de fouet, l'intervention gouvernementale doit permettre de résoudre ce problème de délestage, au regard des plaintes récurrentes des usagers alors même que d'importantes sommes d'argent ont été injectées au cours de ces dernières années par l'Etat dans ce secteur stratégique.

Mais pour plus d'efficacité dans la mise en œuvre de ce train de mesures, il est important d'opérer un choix rigoureux des entreprises adjudicataires et de contrôler la qualité des équipements requis. C'est la condition pour éviter un éternel recommencement.

Les Dépêches de Brazzaville

POOL ET DJOUÉ-LÉFINI

Le Sénat édifié sur la situation sécuritaire

La 8^e session de la conférence des présidents, prélude à la 8^e session ordinaire du Sénat qui s'ouvrira le dimanche 1^{er} février, a été marquée par la communication du gouvernement sur la situation sécuritaire dans les départements du Pool et du Djué-Léfini.

Sans aller dans les détails, la deuxième secrétaire du Sénat, Elisabeth Mapaha, a informé la presse que cette communication a permis à la conférence des présidents d'être édifiée sur les efforts consentis par le gouvernement pour préserver la paix dans ces deux départements. S'agissant de l'ordre du jour de la session, la chambre haute du Parlement a inscrit six affaires, dont trois anciennes et trois classiques. Les affaires anciennes concernent le projet de loi portant Code minier en République du Congo, le projet de loi portant création de l'Autorité nationale des enquêtes et d'analyse pour la prévention des accidents et incidents de l'aviation civile, ainsi que la proposition de loi relative à la santé de la reproduction au Congo. Les affaires classiques, quant à elles, portent sur l'apure-



Anatole Collinet Makosso conduisant la délégation gouvernementale

ment des comptes du Sénat, exercice 2025, les séances de questions orales avec débats et les questions d'actualité. « Il importe, par ailleurs, de noter que le Sénat est disposé à recevoir du gouvernement des nouvelles affaires en cours de session suivant

les urgences », a précisé Elisabeth Mapaha. Notons que la cérémonie a été présidée par le président du Sénat, Pierre Ngolo, en présence du chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama

Assistante : Leslie Kanga

Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,

Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya

Grand reporter : Nestor N'Gampoula

Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.

Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonnateur : Alain Diasso

Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo

Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo

Chef de service : Clotilde Ibara

Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi

Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,

Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira

Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi

Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo

Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,

Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal

Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga

Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima

Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse

Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala

Adjoint à la direction : Elvy Bombete

Coordonnateur :

Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi

Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepechesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64

Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,

eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

ENTREPRENEURIAT

« Atelier de l'Avenir 2026 » accompagne des jeunes porteurs de projets

Dans l'objectif d'accompagner les jeunes congolais porteurs de projets édifians, le mouvement social l'Avenir du Congo, en collaboration avec l'association Globus, a organisé les 27 et 28 janvier à Brazzaville un concours dénommé « l'Atelier de l'avenir ». Cette initiative a réuni plusieurs participants venus des quatre coins du pays en s'imposant ainsi comme le rendez-vous majeur de la jeunesse.

Parmi près de deux cents candidatures soumises au vote du public, soixante-dix lauréats ont été sélectionnés à travers sept catégories thématiques spécifiques couvrant l'entrepreneuriat, l'éducation, le sport, la musique et l'action sociale. Ces jeunes innovateurs, qui ont présenté des solutions concrètes pour améliorer le quotidien de leurs concitoyens, bénéficieront désormais d'un suivi stratégique incluant conseils d'experts, promotion et appui à la mise en œuvre des projets dans leurs départements respectifs.

Dans son discours de circonstance, le fondateur de l'association Globus, Andreï Gromov, a souligné la rapidité de cette transformation, passant de simples idées à des projets concrets en seulement deux mois. Il a réaffirmé sa conviction en un avenir prometteur pour le Congo, porté par une jeunesse capable d'agir.

Pour le coordonnateur de cet événement, Koud Etokabeka Rodlain, chaque modèle entreprise concordait à un besoin bien précis des jeunes. « Nous avons eu à permettre à ces jeunes



Des lauréats posant en famille/DR

de présenter leurs visions, leurs idées, leurs qualités, leurs attentes, afin de pouvoir stimuler auprès des autres Congolais l'intérêt de vouloir contribuer à l'effort où la nation va visualiser son avenir », a précisé le coordonnateur. Il a, par ailleurs, lancé un appel aux autorités de continuer à soutenir ces jeunes leaders qui sont l'avenir de demain. Il est proposé de créer un système d'éveil patriotique pour motiver

les jeunes à créer un avenir qui coïncide avec leur vision et leurs intérêts. Un tel système leur permettra de devenir des acteurs du développement du Congo et non des demandeurs. Cette approche permet aux jeunes de définir le cadre et les orientations. « L'avenir du Congo » propose diverses missions dont l'accomplissement profite à la société et permet aux participants de gagner des points échangeables contre des prix.

L'événement a aussi été marqué par la présentation du réseau social « Afree », une plateforme innovante garantissant la liberté d'expression, la sécurité des données et un fil d'actualité géré par l'intelligence artificielle sans manipulation. Pour célébrer ce lancement, cinquante smartphones ont été distribués par tirage au sort au public. Parallèlement, le système de jeu créatif « l'Avenir du Congo » a été introduit, proposant aux

citoyens de remporter des prix en accomplissant des missions d'intérêt général.

Le mouvement l'Avenir du Congo réaffirme à travers cette initiative sa mission de fédérer la jeunesse pour qu'elle ne se contente plus d'attendre le changement, mais qu'elle bâtisse de ses propres mains des outils numériques et des programmes d'accompagnement ambitieux.

Jean pascal Mongo-Slyhm

INSERTION SOCIALE

Francel Rostand Samba, un exemple de résilience

Après un parcours marqué par le décrochage scolaire et la précarité, Francel Rostand Samba, 33 ans, a retrouvé espoir grâce à une formation en aviculture dans le cadre du Projet de protection sociale et d'inclusion productive des jeunes (PSIPJ), financé par la Banque mondiale. Son histoire illustre le combat quotidien de nombreux jeunes vulnérables au Congo.

Après l'obtention de son baccalauréat à l'âge de 19 ans, sa trajectoire bascule avec le décès de son père, une épreuve qui le contraint à abandonner ses études et à entrer prématurément dans la vie active. Commence alors une longue quête de stabilité. Apprenti menuisier, apprenti peintre, maître peintre, vendeur ambulant, restaurateur ou encore personnel de surface, Francel Samba enchaîne les activités sans jamais parvenir à s'en sortir durablement. Ses revenus journaliers oscillent entre 800 et 3 500 FCFA, insuffisants pour assurer une véritable autonomie. Chaque expérience l'amène cependant à une même conclusion : sans compétence solide et reconnue, l'avenir reste incertain.

C'est finalement avec le Projet de protection sociale et d'inclusion productive des jeunes (PSIPJ), financé par la Banque mondiale, que le trentenaire voit s'ouvrir une nouvelle opportunité. Lancé en juillet

2024 à Djambala, ce projet vise à renforcer l'accès aux filets de sécurité productifs et à favoriser l'insertion socioéconomique des jeunes pauvres et vulnérables.

À Brazzaville, Francel Samba fait partie des quatorze jeunes inscrits dans la filière aviculture au sein de la première cohorte évaluée après six mois de formation. Encadré par un maître artisan, lui-même formé dans le cadre du Projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE), ancêtre du PSIPJ, il découvre les bases techniques d'un élevage avicole moderne : soins vétérinaires, préparation des aliments, entretien des sujets et respect du vide sanitaire.

Cette formation lui permet aussi de comprendre les échecs passés de son entourage. « Nous avions élevé plus de 80 poulets, mais sans formation, tout est mort. On croyait à un mauvais sort », raconte-t-il. « Aujourd'hui, je sais que c'était simplement une



Francel Rostand Samba expliquant son parcours/DR

maladie aviaire. », ajoute-t-il. Une prise de conscience déterminante qui transforme son regard sur l'activité.

Fort de ses nouvelles compétences, Francel Samba nourrit l'espoir de lancer une exploitation avicole hors sol. Avec cinq caillies offertes par son maître artisan, il a déjà construit un petit poulailler à l'aide de matériaux de récupération. Son ambition est d'agrandir cette installation, de diversifier les espèces et de se lancer dans l'élevage de poulets de chair, avec l'appui de son oncle.

Dans les mois à venir, l'Unité de gestion du projet prévoit le versement de subventions aux jeunes finalistes, assorties d'un accompagnement pour la mise en œuvre et le suivi de plans d'affaires simplifiés. Ces appuis devraient permettre à Francel et à ses pairs de franchir une étape décisive vers l'autonomie économique.

Fiacre Kombo



PROGRAMME TRESOR



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE PRIMAIRE SECONDAIRE ET DE L'ALPHABÉTISATION
PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION POUR DE MEILLEURS RÉSULTATS

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI n°003/MEPPSA/TRESOR-UGP/26

Recrutement d'un(e) Responsable Communication de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) du Programme TRESOR

1. Contexte et justification

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, un financement de 94, 625 millions USD pour le Programme de Transformation du Système Educatif pour des Meilleurs résultats (TRESOR en anglais) et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour financer les services de Recrutement d'un(e) Responsable Communication de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) du Programme TRESOR

2. Description des tâches

Placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du projet à qui il rend compte de toutes les activités, le Responsable Communication est responsable de toutes les activités du Projet relatives à la communication. Ses principales missions sont :

- Définir la charte graphique associée à l'identité visuelle du projet ;
- Développer, valoriser et optimiser l'image du projet ;
- Présenter le projet et ses réalisations en diffusant à travers tous les canaux de communication ;
- Elaborer et mettre en œuvre le plan et la stratégie de communication du Programme ;
- Promouvoir le projet et ses réalisations à travers tous les canaux de communication ;
- Produire l'ensemble des contenus numériques et multimédia conformément à la stratégie de communication ;
- Administrer et animer les comptes sociaux (community management) ;
- Participer à l'organisation des ateliers, des réunions et des campagnes de sensibilisation
- Assurer le suivi du fonctionnement du site web du projet et sa mise à jour ;
- Assurer la gestion des connaissances (créer, gérer, utiliser, partager, diffuser et classer l'information concernant les progrès, les effets et les difficultés du Projet) ;
- Etablir et maintenir des relations étroites avec les médias locaux et internationaux (élaborer les communiqués de presse, de faciliter les interviews et la production des articles pour promouvoir la visibilité du projet ;
- Préparer les rapports du projet sur le volet communication.

3. Profil du candidat

Le responsable communication devra avoir le profil suivant :

- Être titulaire d'un diplôme supérieur (Bac +5 au minimum) en sciences de l'information, en techniques de communication, en communication digitale, en e-business et digital marketing ;
- Jouir d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans en tant que chargé de communication ou de relations publiques au sein d'un organisme public ou privé ;
- Avoir une expérience d'au moins trois (03) ans dans la communication ;
- Avoir une connaissance et une expertise avérée en conception digitale et en gestion de logiciels de montage vidéo, photo ou de conception graphique (adobe creative suite : photoshop, indesign, etc.) ;
- Avoir une bonne maîtrise de la langue française ;
- Avoir une bonne connaissance en anglais est un atout ;
- Avoir une expérience de travail des projets de développement financés par les bailleurs internationaux, notamment le groupe de la banque mondiale est un atout ;
- Avoir d'excellentes capacités de rédaction et de communication orale ;
- Maîtriser les logiciels de traitement des textes.

NB :

- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat
- Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement,

les candidats travaillants, ou ayant travaillé au cours des six derniers mois au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés ;

- Les candidatures féminines sont encouragées ;
- Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront prises en compte. Les candidats sont encouragés à produire le maximum de preuve pour étayer leur candidature.

4. Durée et lieu de la mission

La durée du contrat est de 12 mois à temps plein à partir de la date de signature du contrat. Le contrat pourra être renouvelé pendant la durée du projet, en fonction des résultats obtenus. Le contrat à signer sera régi par le Code du travail de la République du Congo. Le Responsable Communication résidera à Brazzaville, mais il est appelé au besoin à se déplacer dans toutes les zones d'exécution du projet.

5. Méthode de sélection

La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (version de février 2025).

Elle se déroulera en deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats ayant rempli les critères pour le poste au regard de l'analyse de leurs dossiers de candidature ; (ii) une phase d'interview des candidats présélectionnés sur la liste restreinte.

NB: Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s pour la deuxième phase.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous : Unité de Gestion du Programme TRESOR, Ministère de l'Enseignement Préscolaire, Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation (MEPPSA), Avenue des 1ers-Jeux Africains, Face Stade Marchand Brazzaville, Téléphone : (+242) 06 821 83 83 / 06 951 36 62 ; Adresse électronique : ugptre-sorcpr@gmail.com

Les dossiers de manifestation d'intérêt écrits en langue française et portant clairement la mention « Recrutement d'un(e) Responsable Communication de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) du Programme TRESOR », peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessus au plus tard le 10 février 2026 à 16h00 (heure locale), avec les documents suivants : (i) une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordonnateur du Programme TRESOR ; (ii) un curriculum vitae actualisé (CV) ; (iii) les attestations ou certificats de travail justifiant l'expérience ; (iii) les copies du diplôme.

Fait à Brazzaville, le

26 JAN 2026

Le Coordonnateur,

Arsène Harold BOUCKITA



DIGITALISATION

L'Université Marien Ngouabi connectée à internet haut débit

Dotée de onze facultés, Ecoles et instituts, l'Université Marien Ngouabi est désormais connectée au réseau national Internet haut-débit, alimenté par la fibre optique. Sa connectivité a eu lieu le 27 janvier, en présence de quelques membres du gouvernement, des responsables de cet alma mater, du personnel enseignant et d'une foule d'étudiants.

Le projet est initié par le gouvernement, dans le cadre des actions prioritaires contenues dans le Plan national de développement (PND) 2022-2026. Il est cofinancé par la Banque européenne d'investissements et la Banque mondiale, à travers le Projet d'accélération de la transformation numérique au Congo (Patn). Un projet portant sur la connectivité des deux universités publiques congolaises : l'Université Marien Ngouabi et l'Université Denis Sassou N'Gouesso de Kintélé au réseau Internet national.

S'agissant de Marien Ngouabi, les travaux ont consisté à la construction d'un Data center de deux liaisons Internet de 5 Gb/s chacune, d'une solution de cyber d'environ 70 téraoctets, de huit serveurs d'hébergement de so-

lutions de supervision du réseau et de sécurité. Au plan technique, les installations construites comprennent, entre autres, 32 switches d'agrégation, 157 switches d'accès, 436 points d'accès Wi-Fi indoor et outdoor, ainsi que du câblage de tous les bâtiments connectés, avec un débit moyenne de 100 Mb/s vers le data center.

L'objectif de connecter, en un même réseau, la présidence de l'Université avec l'ensemble des établissements qui composent l'Université Marien Ngouabi est de faciliter les enseignants dans leur recherches, l'actualisation des enseignements, mais aussi les étudiants dans l'apprentissage. Mettant en service l'infrastructure, le ministre en charge de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo, a



Les membres du gouvernement, les responsables de la Banque mondiale et celles de l'université posant ensemble/Adiac

indiqué: « La connectivité de notre Alma mater ne permettra pas seulement à plus de 50 000 étudiants, enseignants et personnels administratifs de se connecter, mais de former une génération capable de concevoir, maîtriser et produire des solutions utiles

à l'économie, aux services publics et à la souveraineté numérique ». Une idée soutenue par la ministre de l'enseignement supérieur, Edith Delphine Emmanuel, qui a exhorté les étudiants et enseignants à profiter de cet outil.

Pour Djibrilla Karamoko, re-

présentant résident par intérim de la Banque mondiale, l'interconnexion positionne l'Université Marien Ngouabi comme acteur engagé dans l'innovation, la modernisation des pratiques pédagogiques et la transformation des méthodes.

Firmin Oyé

ÉCONOMIE FORESTIÈRE

Les directeurs départementaux appelés à plus de rigueur

La conférence annuelle des directeurs départementaux de l'Économie forestière, tenue le 23 janvier à Brazzaville, a permis de présenter la situation réelle des services, les avancées enregistrées, mais aussi les contraintes auxquelles ces responsables sont confrontés sur le terrain. À cette occasion, la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, a insisté sur l'urgence d'une action concertée et cohérente afin de relever les défis liés au recouvrement des recettes forestières, à la gestion durable des écosystèmes, ainsi qu'à l'application des lois et règlements en vigueur.

Les participants ont été éduqués sur plusieurs réformes majeures, notamment les mécanismes de partage de production et la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement (2027-2036), intégrée à la vision nationale de gestion durable des forêts. La ministre Rosalie Matondo a invité les responsables départementaux à traduire, « sans délai », les recommandations issues des travaux dans les Plans de travail annuels budgétisés.

Parmi les priorités évoquées figurent la maîtrise des négociations des cahiers de charges particuliers afin de garantir des retombées concrètes au profit des communautés locales, le suivi et la collecte des recettes forestières, la gestion trans-



La ministre entourée de responsables départementaux/Adiac

parente du Système informatique de vérification de la légalité du bois, ainsi que la sécurisation des forêts de plantation, considérées comme un patrimoine stratégique national.

Face aux tentatives de contournement des lois forestières par certains usagers, les directeurs départementaux sont appelés à faire

preuve de professionnalisme. Agents assermentés de l'État, agissant exclusivement dans l'intérêt public, leur mission consiste à la fois à faire respecter la loi et à accompagner les sociétés forestières dans l'exécution de leurs engagements contractuels. « Je vous exhorte à faire preuve de plus d'assiduité, de rigueur, de vi-

gilance et d'une intégrité irréprochable, afin que les missions qui vous sont confiées soient accomplies avec professionnalisme et autorité », a déclaré Rosalie Matondo.

Globalement, le fonctionnement des administrations locales est jugé satisfaisant. Toutefois, à l'instar des autres départements, la

Bouenza éprouve le besoin de renforcer les capacités de ses cadres et son dispositif technique. Selon le directeur départemental, Annick Dongou Gopo Gamantaley, plusieurs dizaines d'agents ont été recyclés au cours de l'année 2025, avec notamment la prestation de serment de sept agents.

La situation est également encourageante dans le département de Brazzaville. La directrice départementale, Huguette Flore Ngokabe, a évoqué les actions menées en faveur de la conservation de la forêt de la Patte-d'Oie et du parc zoologique Zoolandia. En 2025, ses services ont récupéré 31 animaux détenus en captivité et traité plusieurs affaires liées à la détention et à la commercialisation illégale de l'ivoire.

Fiacre Kombo



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE L'INTEGRATION REGIONALE (MEPIR)



PROJET REGIONAL D'AMELIORATION DES CORRIDORS DE TRANSPORT ROUTIER ET FLUVIAL EN AFRIQUE CENTRALE (PRACAC)-AGENCE FIDUCIAIRE
DU PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE URBAINE
APPEL A CANDIDATURE N° 001/MATGT/2026/UGP PRRU
RECRUTEMENT D'UN SPÉCIALISTE EN SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES POUR LE PROJET
DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE URBAINE

I-Contexte

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale une Avance de Préparation (PPA) pour le Projet de Renforcement de la Résilience Urbaine (en cours de préparation) qui vise entre autres objectifs : d'améliorer l'accès aux services urbains de base résilients et d'accroître la résilience aux risques d'inondation et d'érosion dans des zones sélectionnées de Brazzaville et de Pointe-Noire. À cet effet, l'Unité de Gestion du Projet Régional d'Amélioration des Corridors de Transport Routier et Fluvial en Afrique Centrale (PRACAC) désignée pour gérer l'avance de préparation et les fonds y relatifs a l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer des paiements au titre du : « Recrutement d'un Spécialiste en Sauvegardes environnementales pour le Projet PRRU ».

II-Missions du Spécialiste en Sauvegardes environnementales

Placé (e) sous la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Coordination du Projet, il/elle est responsable de :

- la planification, de l'innovation et de la coordination des diligences environnementales ;
- la surveillance et du suivi environnemental ;
- la communication et du renforcement des capacités ;
- du reporting, de suivi-évaluation et de l'archivage de tous les aspects environnementaux inclus les questions relatives à la santé et sécurité au travail (SST) au projet.

III-Description des principales tâches

Il/elle travaillera en étroite collaboration avec l'Expert Social(e), le spécialiste en charge de questions liées aux Violences Basées sur le Genre, Abus et Exploitations Sexuels et harcèlements Sexuels (VBG /AES /HS) ainsi que les autres Spécialistes du projet concernés.

De manière spécifique, il ou elle devra :

a) En matière de Planification, innovation et coordination des diligences Environnementales :

- mettre en œuvre les mesures et actions convenues dans le Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) ;
- veiller à la mise aux normes d'hygiène-santé et sécurité des bureaux du projet ;
- mettre en œuvre les procédures de Gestion Environnementale et Sociale prévues dans le CGES et le Plan de Gestion des Nuisibles préparés pour le projet ;
- assister le Coordonnateur et toute l'équipe de gestion du Projet dans toutes les actions de coordination intersectorielle concernant l'exécution du Projet en matière de diligences environnementales ;
- contribuer à l'élaboration des termes de référence des études d'impact nécessaires et autres instruments de sauvegarde supplémentaires en veillant notamment au respect des exigences des Normes Environnementales et sociale de la Banque mondiale ;

b) En matière de Surveillance et suivi environnemental :

- préparer, en collaboration avec l'équipe de la Banque mondiale, les missions de supervision en ce qui concerne les mesures de sauvegarde environnementale ;
- surveiller, suivre et évaluer la composante environnementale pour vérifier l'efficacité des mesures d'atténuation des impacts et de leur conformité aux PGES par le projet ;
- travailler avec les bénéficiaires pour conseiller, suivre et évaluer la performance environnementale des pratiques culturelles (gestion des intrants, travail du sol, bandes river-

aines, aménagements hydro-agricoles, etc.) ;

- contribuer à l'élaboration des DAO, en ce qui concerne les cahiers de clauses environnementales et sociales ;
- veiller au respect des clauses environnementales prévues dans le DAO ;
- veiller à la mise en œuvre des actions correctives au cas de non-conformités environnementales identifiées sur les différents sites des travaux ;

c) En matière de communication et renforcement des capacités :

- participer à l'élaboration et la mise en œuvre du plan / stratégie de communication du projet avec la promotion des bonnes pratiques environnementales ;
- sensibiliser et former le personnel de l'Unité de Coordination du Projet (UCP) et des structures parties prenantes concernées sur la prise en compte des dimensions environnementales dans le cadre du projet ;
- mettre en place et animer une plateforme sectorielle des acteurs intéressés et impliqués dans la gestion des aspects environnementaux.

d) En matière de Reporting, suivi-évaluation et archivage :

- contribuer à la collecte des données concernant le suivi-évaluation des activités de gestion environnementale du Projet ;
- coordonner l'élaboration des indicateurs environnementaux, tâche qui exige la mobilisation de plusieurs parties prenantes et qui doit être participative ;
- produire les rapports spécifiques et les rapports d'activités mensuels (projet) et trimestriels (y inclus l'état de mise en œuvre du PEES -Banque mondiale) ;
- produire les différents rapports d'activités du Projet en ce qui concerne la surveillance et le suivi environnemental du Projet ;

IV-QUALIFICATIONS REQUISES

Le/la candidat(e) à ce poste devra répondre au profil suivant :

- être titulaire d'un diplôme universitaire, niveau BAC + 5 au moins dans l'un des domaines suivants : gestion de l'environnement, sciences de la nature et de l'environnement, géographie, agronomie, développement urbain, gestion des ressources naturelles ou tout autre domaine équivalent aux métiers de l'environnement,
- avoir une expérience d'au moins cinq (5) ans dans le suivi de la mise en œuvre des plans de gestion environnementale et sociale, dont au moins 3 ans dans les projets d'infrastructures financés par les bailleurs de fonds ou tout autre bailleur ayant des exigences similaires en matière des sauvegardes ;
- avoir conduit ou supervisé au moins deux (02) études d'impact environnemental et social du secteur urbain ou 05 notices d'impact environnemental et social au cours des dix (10) dernières années ;
- avoir une bonne connaissance de la législation environnementale Congolaise ainsi que des Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque mondiale (concernant les NES justifier obligatoirement au travers du certificat avoir achevé le cours en ligne sur le Cadre environnemental et social ou avoir travaillé dans un projet couvert par le cadre environnement) ;
- avoir une expérience d'au moins trois (03) ans dans un poste similaire dans les projets de développement urbain financés par les Bailleurs de fonds ou tout autre bailleur ayant des exigences similaires en matières des sauve-

gardes ;

NB :

- Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels.
- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat.
- Les candidatures émanant de personnes ayant exercé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale et frappé de dépenses inéligibles, seront désavantagées.
- Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillant, au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés.
- Les candidatures féminines sont encouragées.

V-METHODE DE SELECTION

La sélection du candidat se fera en deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats sur la base de leur CV qui permettra l'établissement d'une liste restreinte composée de candidats répondant aux critères minimums de qualification et d'expérience consignés dans l'appel à candidature ; (ii) une phase d'interview pour laquelle les candidats présélectionnés sur la liste restreinte se présenteront. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

VI-DEPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures écrits en langue française comprenant : une lettre de motivation, un curriculum vitae à jour et signé, incluant trois (03) références professionnelles, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant l'expérience et de la qualification pour le poste, doivent être déposés sous plis fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 14 février 2026 à 16h00, heure locale avec la mention : « Recrutement d'un Spécialiste en sauvegardes environnementales pour le Projet PRRU »

Contact

Monsieur le Coordonnateur du Projet PRACAC / PRRU
Rue Duplex n° 12 / Secteur Blanche Gomez
Tél. (242) 05 206 2915
E-mail : prrucongo@gmail.com
Centre-ville / Brazzaville-CONGO

Fait à Brazzaville, le 28 janvier 2025

Le Coordonnateur,

Benoît NGAYO

MIABA ET EHOTA CONNECTÉES

Le Fasuce poursuit sa mission d'inclusion numérique dans la Cuvette

Le Fonds pour l'accès et le service universel des communications électroniques (Fasuce) franchit une nouvelle étape dans sa mission d'inclusion numérique universelle. Les localités de Miaba, située à une vingtaine de kilomètres d'Oyo, et d'Ehota, dans le district de Tchikapika, ont célébré leur connexion au réseau national, marquant une avancée décisive dans la réduction de la fracture numérique au Congo.

Les cérémonies d'inauguration des sites de Miaba et d'Ehota se sont déroulées en présence de Léon Juste Ibombo, ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, de Luc Missidimbazi, président du comité du fonds Fasuce, d'Yves Ickonga, conseiller du président de la République en charge des TIC et vice-président du comité du fonds, et de Louis-Marc Sakala, directeur général de l'ARPCE et secrétaire du comité du fonds. Les autorités départementales étaient également présentes. Si les deux sites partagent le même objectif d'inclusion numérique, celui d'Ehota se distingue par sa configuration technique exceptionnelle, comparable aux infrastructures des grandes agglomérations urbaines.

« Nous avons installé à Ehota un réseau d'accès radio de dernière génération comprenant un pylône de 60 mètres, les technologies 2G, 3G et 4G permettant l'accès aux services voix, données, internet et vidéo, avec un rayon de couverture de 10 kilomètres », a détaillé Louis-Marc Sakala, secrétaire du comité du fonds. « L'infrastructure dispose également d'une liaison de transmission hertzienne reliant Ehota à Bokouélé sur 14,3 km et d'un système énergétique sécurisé reposant sur trois sources, dont des batteries assurant jusqu'à 12 heures d'autonomie », a-t-il souligné.

L'installation du site d'Ehota illustre un modèle innovant de partenariat public-privé-citoyen. Le projet a été financé conjointement par le Fasuce, l'opérateur de téléphonie mobile Airtel, et Jérôme Koko, figure emblématique du secteur pétrolier congolais, natif d'Ehota.

« La synergie entre institutions publiques, opérateurs économiques et citoyens engagés démontre que le développement numérique est une responsabilité partagée », a observé Louis-Marc Sakala, précisant que « lorsqu'elle est portée collectivement, elle produit des résultats concrets et durables ».



Présent à la cérémonie, Jérôme Koko a exprimé sa fierté de contribuer au développement de sa localité natale. « C'est un devoir pour nous, fils de ce terroir, d'accompagner les efforts de l'État pour offrir aux populations les mêmes opportunités qu'ailleurs. L'infrastructure transformera la vie quotidienne de nos familles restées au village », a-t-il déclaré.

Miaba : la fin de l'errance numérique

À Miaba, village de 353 habitants situé dans le district d'Oyo, l'arrivée de la connectivité met fin à une longue quête. Avant l'installation de l'antenne, les populations devaient parcourir plusieurs kilomètres à la recherche d'un signal téléphonique. « Nous marchions parfois très loin pour pouvoir passer un simple appel téléphonique », témoigne Sylvain Mbola, secrétaire général du village Miaba. « Aujourd'hui, avec l'antenne installée, je peux communiquer avec mes fournisseurs à Oyo et même utiliser le mobile money pour mes transactions. C'est une révolution pour nous », a confié Clarisse Okemba, habitante de la localité.

L'école primaire François Ibovi, qui accueille 85 élèves, bénéficiera également de la nouvelle connectivité. « Les enseignants pourront désormais communiquer plus facilement avec l'administration scolaire et accéder à des formations à distance », a précisé le directeur général de l'ARPCE lors de son intervention à Miaba.

Un bilan éloquent après cinq ans d'activités

Prenant la parole lors des cérémonies, Luc Missidimbazi, a dressé un bilan encourageant des réalisations du Fonds. « En cinq années, le Fasuce a déployé 254 sites dans 244 localités, connectant plus de 500 000 citoyens congolais. Nous avons également distribué plus de 8 100 téléphones aux populations rurales et construit 31 salles multimédias », a-t-il déclaré, précisant que « au-delà des chiffres, c'est l'impact sur

le terrain qui compte : la dynamisation des économies locales par le mobile money, l'émergence d'activités génératrices de revenus, le désenclavement numérique des zones rurales ».

Il a également souligné l'importance de l'appropriation des outils numériques par les populations. « Il ne suffit pas d'installer des antennes. Nous devons accompagner les populations dans la maîtrise des usages du numérique pour une transformation durable de leurs conditions de vie ».

L'engagement gouvernemental réaffirmé

Le ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique a pour sa part réaffirmé l'engagement du gouvernement à poursuivre la politique d'inclusion numérique. « Les inaugurations à Miaba et Ehota s'inscrivent dans la vision du président de la République qui a fait de la réduction de la fracture numérique une priorité nationale. Le numérique n'est plus un luxe, c'est un droit fondamental et un levier de développement économique et so-

cial », a-t-il déclaré.

À Miaba, l'antenne a suscité des ambitions entrepreneuriales immédiates. Plusieurs habitants ont annoncé leur volonté de développer des activités de mobile money, anticipant les opportunités commerciales qu'offre la connectivité. « Nous avons vu ce que le mobile money a apporté dans d'autres villages. Maintenant, c'est notre tour de saisir l'opportunité », nous a confié Pascal Elenga, jeune commerçant de Miaba qui envisage de créer un point de service de transfert d'argent.

Avec Miaba et Ehota, le département de la Cuvette renforce sa connectivité numérique. Les deux sites s'ajoutent aux 254 déjà déployés à travers les 14 départements du Congo.

« Le Fasuce poursuivra sa mission jusqu'à ce que le dernier village congolais soit connecté », a promis Louis-Marc Sakala. « Notre ambition est claire : bâtir un Congo où chaque citoyen, quel que soit son lieu de résidence, dispose des mêmes possibilités d'accès aux services numériques et aux opportunités qu'ils génèrent », a-t-il poursuivi.

Les populations de Miaba et d'Ehota ont été invitées à protéger les infrastructures qui représentent un investissement crucial pour l'avenir de leurs communautés. Des téléphones portables ont également été remis symboliquement à des bénéficiaires lors des deux cérémonies, concrétisant l'engagement du Fasuce à garantir un accès effectif aux services de communication.

Avec plus de 500 000 Congolais déjà connectés et plus de 100 millions d'unités monétaires circulant dans les zones rurales grâce au mobile money, le Fasuce confirme son rôle d'instrument stratégique de la politique d'inclusion numérique du Congo.

Quentin Loubou

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'UNOPS réaffirme son soutien au Congo

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault a reçu en audience, le 22 janvier à Brazzaville, la directrice-pays du bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), Mouna El Jaouhari qui a réaffirmé le soutien de son institution au gouvernement du Congo, dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques.

Cette rencontre intervient quelques mois après la prise de fonctions de la directrice-pays pour la zone Afrique centrale (République du Congo, République démocratique du Congo, Burundi et Rwanda). Elle visait à consolider les relations de coopération entre l'institution onusienne et le gouvernement congolais. En effet, l'UNOPS est actif en République du Congo depuis plus de deux ans.

« Si on est là, c'est d'abord pour rendre une visite de courtoisie à madame la mi-

nistre de l'Environnement, dans le cadre du partenariat entre l'UNOPS, le ministère et le gouvernement, concernant tout ce qui est changement climatique, le renforcement de la résilience. Donc, une visite de courtoisie pour discuter du partenariat national », a expliqué Mouna El Jaouhari.

Par ailleurs, elle a également évoqué le renforcement du partenariat entre son institution et la Commission Climat du Bassin du Congo qui constitue une initiative

majeure visant à préserver les ressources uniques de cette région d'Afrique centrale, tout en favorisant le développement durable et en luttant contre les changements climatiques.

« La ministre de l'Environnement ayant un double rôle a pu échanger également avec nous sur comment renforcer ce partenariat avec un appui, un accompagnement et une collaboration pour permettre à la commission et à ses instances de mettre en œuvre leurs programmations

et priorités, dans le cadre aussi de la vision continentale de l'Union africaine et de la vision nationale de la République du Congo », a indiqué la directrice-pays.

Le ministère et l'UNOPS envisagent de mettre en place des projets d'agroforesterie et de protection de la biodiversité afin d'atteindre les objectifs de protection de l'environnement et du climat fixés dans la troisième contribution nationale déterminée.

Fortuné Ibara

TRANSPORT AÉRIEN

L'aéroport Maya-Maya doté d'un terminal d'affaires

Construit par un opérateur privé, Jetstream aviation Congo, une société à capitaux congolais, ce terminal d'affaires moderne a été mis en service le week-end dernier par la ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Le terminal d'affaires de l'aéroport international Maya-Maya a été construit selon les standards internationaux. Il est géré par la société Jetstream aviation Congo, avec pour objectif de proposer aux investisseurs, diplomates et autres clients VIP des vols spécifiques et directs à leur demande, sur le continent ou à l'international.

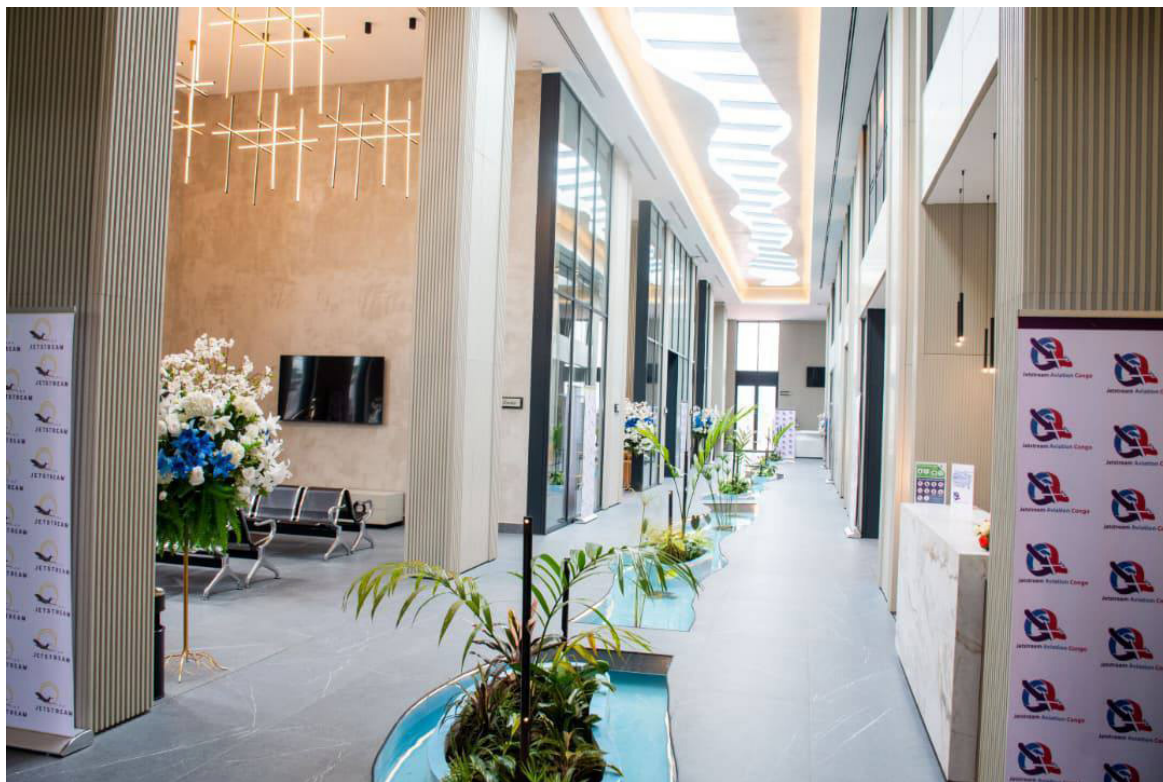
Hormis l'aspect esthétique et le confort, Jetstream inscrit ses actions dans la stratégie globale d'offrir à ses clients un service de transport de haut standing. L'objectif consiste à renforcer la capacité d'accueil du Congo en matière d'aviation d'affaires, afin de positionner le pays comme un hub aérien dans la sous-région.

Le lancement de ce terminal est un motif de satisfaction pour la ministre de tutelle qui estime que l'aboutissement de ce projet marque un tournant décisif dans l'éclosion de l'aviation civile congolaise.

« C'est avec une réelle satisfaction que je m'exprime ce jour à l'occasion de l'inauguration du terminal d'affaires de l'aéroport Maya-Maya, construit par un opérateur privé. Sa mise en service marque une étape cruciale dans l'essor de notre plateforme aéroportuaire et la modernisation de l'aviation civile congolaise. L'évolution de l'aviation d'affaires répond aux enjeux stratégiques majeurs, car il facilite la mobilité des investissements, soutient l'activité diplomatique et renforce l'attractivité de notre ville-capitale », a souligné Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Témoignant sa gratitude à l'endroit des autorités congolaises pour leur implication dans le projet, le directeur de Jetstream Aviation Congo, Abbas Fawaz, a fait savoir que le terminal d'affaires va jouer un rôle capital dans le développement de l'aéroport Maya-Maya. « Ce terminal d'aviation d'affaires est appelé à jouer un rôle stratégique dans le développement de notre plateforme aéroportuaire.

Sa réalisation s'inscrit dans la vision des plus hautes autorités, résolument engagées dans la modernisation des infrastructures nationales, en vue d'offrir aux usagers des services de qualité aux standards internationaux. Il a été construit pour répondre aux exigences de confort, de sûreté et de sécurité aérienne en vue de soutenir le développement économique du Congo », a-t-il souligné.



De son côté, le directeur général des Aéroports du Congo (AERCO), bénéficiaires de l'infrastructure, Marcellus Boniface Bongho, a indiqué que

ce terminal vient conforter le processus de modernisation de l'aéroport international Maya-Maya.

L'inauguration du terminal d'affaires a eu lieu en présence de plusieurs membres du gouvernement et de nombreux hommes d'affaires.

Firmin Oyé

CFCO

Jean-Bedel Tity Lomouel nouveau directeur général

Nommé directeur général du chemin de fer Congo-océan (CFCO) à l'issue du Conseil des ministres du 20 janvier dernier, Jean-Bedel Tity Lomouel, secondé par Jésus Providence Niazaire, composera avec une présidence du conseil d'administration dirigée par Félicité Célestine Omporo Enouany.

Le nouveau Directeur général, Jean-Bedel Tity Lomouel, Manager d'entreprises de formation, remplace Ignace Nganga Ignace. Il hérite d'une entreprise confrontée à de profondes difficultés structurelles. Sa prise de fonctions intervient dans un contexte marqué par l'accumulation des arriérés de salaires des cheminots, la dégradation du matériel roulant, ainsi que l'état préoccupant de la voie ferrée.

Avec le soutien attendu des plus hautes autorités de l'État, cette nouvelle direction est appelée à impulser une dynamique de modernisation, améliorer la qualité du service ferroviaire et à redonner au CFCO toute sa place dans le développement économique et logis-

tique du Congo.

Selon la feuille de route établie, les priorités de la nouvelle équipe s'annoncent sont : rétablir la confiance du personnel par la régularisation des rémunérations, remettre en état les locomotives à travers l'acquisition de pièces de rechange, et engager des travaux d'entretien et de réhabilitation du réseau ferroviaire.

Rappelons que la ligne de chemin de fer Congo-Océan relie Brazzaville à l'océan atlantique, soit une distance de 515 km. Sa construction constituait un projet colossal réalisé entre 1921 et 1934. Ce chantier titanesque avait été mené en vue de désenclaver à l'époque la colonie française de l'Afrique-équatoriale française (AEF).

Aujourd'hui, d'après l'extrait



Jean-Bedel Tity Lomouel, directeur général du CFCO/DR

d'une analyse effectuée le 27 septembre 2023 par son nouveau Directeur adjoint Jésus Providence Niazaire, le CFCO « Malgré la vétusté de son infrastructure qui pénalise fortement ses performances, il reste l'épine dorsale de l'économie de la République du Congo. Nonostante toutes les épreuves qu'il a subies, le CFCO n'est pas pour autant un vestige du passé. Il a su se relever et, plus que jamais, il est appelé à jouer à l'avenir un rôle crucial dans l'émergence de la République du Congo ».

Avec la nouvelle équipe de direction, tout espoir est permis, y compris, celui de revoir l'équipe de football AS Cheminots, présidée par Francky Loemba, renaître de ses cendres, apprend-on.

Marie Alfred Ngoma

HYDROCARBURES

L'Afrique compte atteindre 50 % de contenu local d'ici 2030

L'engagement d'atteindre 50 % de contenu local dans l'ensemble des secteurs pétroliers et gaziers a été clairement exprimé, le 27 janvier à Brazzaville, à l'occasion de la célébration du 39^e anniversaire de l'Organisation des producteurs africains de pétrole (Appo). Cet événement, qui a réuni des ambassadeurs des pays membres, traduit une volonté commune de transformer le secteur énergétique du continent.

Lors de cette cérémonie commémorative, le secrétaire général de l'Appo, Farid Ghezali, a mis en lumière les défis surmontés par les pays africains au fil des décennies, soulignant leur résilience face aux crises mondiales et aux fluctuations du marché des hydrocarbures. Avec l'objectif ambitieux d'atteindre 50 % de contenu local dans tous les secteurs pétroliers et gaziers d'ici 2030, l'organisation s'engage à faire de l'industrie pétrolière africaine un véritable moteur de création d'emplois et de développement économique.

Le secrétaire général de l'Appo a rappelé que chaque baril de pétrole et chaque mètre cube de gaz doivent se traduire par des opportunités locales. Il a évoqué des exemples concrets de réussite au Nigeria, en Angola et au Congo, où les initiatives en matière de contenu local ont généré des milliers d'emplois et un volume significatif d'activités économiques. Des succès qui illustrent un modèle de développement endogène et d'industrialisation susceptible d'être étendu à l'ensemble du continent.



La découpe symbolique du gâteau d'anniversaire Adiac

Pour soutenir cette vision, une base de données panafricaine des entreprises locales sera mise en place, accompagnée de programmes de formation destinés à favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de talents africains. Le est de renforcer l'intégration des femmes dans le secteur, avec une projection de 30 % de postes techniques occupés par elles d'ici 2030. « Le

contenu local est loin d'être une contrainte ; il est notre libérateur économique. Il transforme les redevances en usines, les contrats en compétences, les barils en boulevards prospères et les richesses souterraines en richesses humaines et industrielles », a-t-il souligné.

Les pays membres misent également sur le projet de création de

la Banque africaine de l'énergie (AEB), porté par l'organisation en partenariat avec Afreximbank. Une visite d'inspection du siège de cette future institution, basée à Abuja, au Nigeria, est prévue pour début février.

À l'instar du secrétaire général de l'Appo, le ministre congolais des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, a assuré que les investisse-

ments orchestrés par cette nouvelle institution financière panafricaine permettront à l'Afrique de capter une part substantielle des 15 milliards de dollars de valeur ajoutée que le continent perd en exportant ses ressources à l'état brut.

Bruno Jean Richard Itoua a également évoqué les défis à venir, notamment la mise en place d'un pacte entre les pays membres afin de garantir l'application effective de ces engagements. Ce pacte pourrait positionner cette organisation comme un hub énergétique de référence mondiale, promouvant la souveraineté et l'intégration énergétiques au bénéfice des nations en développement.

La cérémonie commémorative a été marquée par plusieurs témoignages, notamment celui de Louis Marie Magloire Nkoum-Me-Ntseny, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Cameroun au Congo qui saluait la décision de l'État congolais d'abriter le siège de l'organisation ainsi que la dynamique impulsée par le secrétariat général de l'Appo.

Fiacre Kombo

AFRIQUE-UNION EUROPÉENNE

Deux poids lourds mondiaux, des trajectoires opposées

L'Afrique et l'Union européenne figurent parmi les grands ensembles structurants du système international.

Leur poids démographique, économique et politique en fait des acteurs incontournables des équilibres mondiaux.

Pourtant, derrière cette importance partagée, leurs trajectoires restent profondément contrastées, qu'il s'agisse de dynamique démographique, de niveau de richesse, de vulnérabilités sociales ou d'empreinte environnementale. En 2025, l'Afrique compte 1,549 milliard d'habitants, soit près de 19 % de la population mondiale, contre 450,4 millions pour l'Union européenne, qui ne représente plus que 6 % de la population globale. Ce différentiel démographique est l'un des marqueurs les plus structurants de la relation entre les deux espaces. Là où l'Afrique incarne un continent jeune, en forte croissance, l'Europe fait face à un vieillissement accéléré de sa population.

Sur le plan économique, le contraste est tout aussi saisissant. Le PIB africain, estimé à 2 409 milliards d'euros en 2024, ne représente que 2,5 % du PIB mondial, contre 17 900 milliards d'euros pour l'Union européenne, soit 16,1 % de la richesse mondiale. Le fossé se creuse encore lorsqu'on observe le revenu par habitant : environ 2 389 euros en Afrique, contre 39 680 euros dans l'UE. Ces écarts traduisent non seulement des niveaux de développement différents, mais aussi des structures économiques profondément inégales. Pour autant, la dynamique est clairement africaine. En 2024, la croissance du continent atteint 3,7 %, contre 1 % seulement dans l'Union européenne. Cette performance relative souligne le potentiel africain, même si elle reste freinée par des vulnérabilités structurelles persistantes.

Démographie, inflation et fragilités sociales

Les trajectoires démographiques illustrent la divergence des modèles. En Afrique, le taux de fécondité s'élève à 3,95 enfants par femme, contre 1,38 dans l'UE. À l'horizon 2050, la population africaine devrait doubler, accentuant les enjeux d'emploi, d'éducation et d'urbanisation, tandis que l'Europe devra composer avec la contraction de sa population active. L'espérance de vie reste cependant nettement plus faible en Afrique (62 ans) qu'en Europe (81,7 ans), malgré des dépenses publiques de santé relativement proches en proportion du PIB (7,3 % contre 7,6 %). Cette donnée met en lumière des écarts d'efficacité des systèmes de santé, mais aussi des conditions de vie globales. Sur le plan macroéconomique, l'Afrique fait face à une inflation élevée

(16,1 % en 2024), très supérieure à celle de l'UE (2,4 %, et 2,2 % dans la zone euro), ainsi qu'à un déficit commercial de 85,76 milliards d'euros, là où l'Union européenne affiche un excédent de 150 milliards.

Environnement, sécurité et rayonnement international

Sur le plan stratégique, les dépenses militaires rapportées au PIB sont comparables (1,86 % pour l'Afrique, 2,02 % pour l'UE), mais les enjeux diffèrent : sécurité intérieure et stabilisation régionale pour l'Afrique, projection stratégique et défense collective pour l'Europe. L'empreinte environnementale révèle un autre déséquilibre. En 2023, l'Afrique a émis 1 261,7 millions de tonnes de CO₂, contre 3 222 millions de tonnes pour l'Union européenne, soulignant l'asy-

métrie entre responsabilité climatique et vulnérabilité aux effets du changement climatique. Enfin, les flux touristiques illustrent l'écart de rayonnement international : 74 millions d'arrivées en Afrique en 2024, contre 747 millions dans l'Union européenne.

Deux mondes liés, deux destins à articuler

Malgré des indicateurs parfois hétérogènes, cette comparaison met en évidence une réalité centrale : l'Afrique et l'Union européenne sont structurellement interdépendantes, mais portées par des dynamiques opposées. L'enjeu pour les prochaines décennies sera moins de réduire mécaniquement les écarts que de construire une relation fondée sur la complémentarité, la co-croissance et la stabilité stratégique.

Noël Ndong



PROGRAMME TRESOR



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE PRIMAIRE SECONDAIRE ET DE L'ALPHABÉTISATION
PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION POUR DE MEILLEURS RÉSULTATS

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI n°002/MEPPSA/TRESOR-UGP/26

Recrutement d'un(e) Assistant(e) de Direction de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) du Programme TRESOR

1. Contexte et justification

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, un financement de 94, 625 millions USD pour le Programme de Transformation du Système Éducatif pour des Meilleurs résultats (TRESOR en anglais)) et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour financer les services de Recrutement d'un(e) Responsable Communication de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) du Programme TRESOR

2. Description des tâches

Placé Sous l'autorité du Coordonnateur du Projet et sous la supervision du Responsable administratif, financier et comptable (RAFC), l'assistant(e) de direction est chargé d'assister les membres de l'UGP dans l'exécution des tâches administratives courantes suivantes :

- Réceptionner le courrier, les appels téléphoniques et en assurer le filtrage et la transmission en interne et externe ;
- tenir à jour les registres et le système de classement des courriers arrivée et départ conformément au Manuel de procédures administratives, financières et comptables ;
- saisir et mettre en forme tout le courrier sortant et soumis à la signature du Coordonnateur ;
- assurer l'expédition du courrier départ et veiller à ce que le cahier de transmission soit mis à jour ;
- dispatcher le courrier entrant en direction des intéressés, selon les instructions du Coordonnateur ou de son intérimaire ;
- effectuer tous les travaux de secrétariat de l'UGP ;
- accueillir les visiteurs au sein de l'unité de coordination du projet ;
- gérer l'agenda du coordonnateur par la prise de rendez-vous, l'organisation des réunions, le classement des courriers professionnelles, etc. . .) ;
- formaliser la convocation des réunions hebdomadaires de l'UGP ;
- rédiger et distribuer les comptes rendus de réunion ;
- superviser le système de traitement et de classement des rapports en provenance des bénéficiaires et des partenaires du Projet ;
- orienter les visiteurs et les consultants en séjour à l'UGP ;
- centraliser la gestion de la documentation de l'UGP.

3. Profil du candidat

L'assistant(e) de direction devra justifier des qualifications et compétences suivantes :

- avoir un niveau d'étude : BAC + 3 en Gestion administrative ou en Secrétariat de Direction ou diplôme équivalent ;
- avoir une expérience significative à un poste similaire d'au moins trois (03) ans ;
- avoir une expérience pratique d'assistant(e) de direction dans un projet de développement d'au moins un (01) an serait un atout ;
- bonne expression orale et écrite en français
- connaissance de l'anglais serait un atout ;
- capacité de rédaction des rapports et d'organisation de réunions ;
- bonne connaissance des outils informatiques (Excel, Word, Powerpoint, Publisher Internet, etc.).
- bonne capacité d'écoute, de discrétion, d'esprit d'équipe et être capable de travailler sous pression ;
- être proactif, organisé et avoir le sens de la gestion des priorités.

NB :

- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat
- Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillants, ou ayant travaillé au cours des six der-

niers mois au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés ;

- Les candidatures féminines sont encouragées ;
- Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront prises en compte. Les candidats sont encouragés à produire le maximum de preuve pour étayer leur candidature.

4. Durée et lieu de la mission

La durée du contrat est de 12 mois à temps plein à partir de la date de signature du contrat. Le contrat pourra être renouvelé pendant la durée du projet, en fonction des résultats obtenus. Le contrat à signer sera régi par le Code du travail de la République du Congo. Le poste est basé à Brazzaville.

5. Méthode de sélection

La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (version de février 2025).

Elle se déroulera en deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats ayant rempli les critères pour le poste au regard de l'analyse de leurs dossiers de candidature ; (ii) une phase d'interview des candidats présélectionnés sur la liste restreinte.

NB: Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s pour la deuxième phase.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous :

Unité de Gestion du Programme TRESOR, Ministère de l'Enseignement Préscolaire, Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation (MEPPSA), Avenue des 1ers Jeux Africains, Face Stade Marchand Brazzaville
Téléphone : (+242) 06 821 83 83 / 06 951 36 62 ; Adresse électronique : ugptresorcpm@gmail.com

Les dossiers de manifestation d'intérêt écrits en langue française et portant clairement la mention « Recrutement d'un(e) Assistant(e) de Direction de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) du Programme TRESOR », peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessus au plus tard le 10 février 2026 à 16h00 (heure locale), avec les documents suivants : (i) une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordonnateur du Programme TRESOR ; (ii) un curriculum vitae actualisé (CV) ; (iii) les attestations ou certificats de travail justifiant l'expérience ; (iii) les copies du diplôme..

NB : Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront prises en compte.

Fait à Brazzaville, le

26 JAN 2026

Le Coordonnateur,


Arsène Harold BOUCKITA



JOURNÉE RUSSE DE L'ÉTUDIANT 2026

La jeunesse brazzavilloise édifée au sens de l'engagement communautaire

La Maison russe de Brazzaville a organisé, le 24 janvier à l'occsion de la Journée russe de l'étudiant, un moment d'échange avec près de 200 étudiants congolais issus de différentes universités de la capitale. Trois jeunes intervenants ayant étudié ou participé à des programmes socio-culturels en Russie ont partagé leurs parcours, leurs doutes et surtout leur conviction autours de l'engagement communautaire qui transforme les individus autant qu'il sert la société.

Premier à prendre la parole, Yoan Ibiliki, au ton pédagogique et posé, a rappelé que l'engagement n'est ni une mode ni un calcul. « *Il n'y a derrière l'engagement communautaire que des bénéfices. On renforce ses capacités, on grandit, on devient éligible à d'autres opportunités* », a-t-il souligné, insistant sur la nécessité pour les jeunes de mettre leur énergie au service du bien commun.

En sa qualité de coordinateur du comité national préparatoire du Festival mondial de la jeunesse, il a partagé son expérience du forum international tenu en Russie, où l'implication bénévole des jeunes est une culture ancrée. « *Ce n'est pas parce qu'on est jeune qu'on ne peut pas porter de*



Les panelistes, de la gauche vers la droite : Prince Elenga, Yoan Ibiliki et Florian Koulimaya/Adiac

grands événements », a-t-il affirmé, évoquant notamment sa participation à une rencontre avec le président Vladimir Poutine en 2024, fruit de son parcours associatif.

Avec Florian Koulimaya, ancien étudiant congolais en Russie, conseiller au ministère de la Jeunesse et pré-

sident de l'association apolitique « Les Jeunes cadres », l'échange a pris une dimension interactive. Questions sur la réussite, les obstacles et la vision à dix ans, le public a été invité à réfléchir et à se projeter. À travers son parcours d'ingénieur formé en Russie, confronté au chômage puis reconverti

par la force de l'initiative et de l'engagement associatif, il a martelé un message fort : « *La réussite est un processus. N'ayez jamais peur. Soyez résilients, patients et persévérants* ». Pour lui, le bénévolat forge des compétences concrètes, valorisables dans un CV et déterminantes pour l'em-

ployabilité.

Troisième intervenant, Elenga Prince, journaliste à Radio Congo, a partagé son itinéraire international entre la France, les États-Unis et la Russie. Loin des clichés, il a insisté sur les opportunités offertes par l'ouverture au monde, le réseautage et la capacité à saisir les occasions. « *Quand on est ailleurs, on a encore plus envie de rentrer chez soi. Et au Congo, tout reste à faire* », a-t-il lancé, encourageant les jeunes à voir loin et à représenter dignement leur pays.

Au terme de la rencontre, les jeunes ont tous retenu une même leçon : croire en soi, planifier son avenir et s'engager dès aujourd'hui pour transformer la société.

Merveille Jessica Atipo

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 info@adiac.tv 8A, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

ADIAC TV

Le mag

Musée

LE MUSEE-SALLE
DU BASSIN DU C

IMPRIMERIE
BASSIN DU C

LEADER

LEADER

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

NÉCROLOGIE

Le Directeur de l'administration et des ressources humaines a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel de la Présidence de la République du décès de Mr. André-Georges Sassé, chargé dess missions du président de la République, décès survenu le dimanche 25 janvier 2026 à Paris (France). La veillée mortuaire se tient à Manianga (après le viaduc).

Le Directeur de l'administration et des ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée

LIVRE

«Les leviers de développement du Congo»

Ce livre blanc de 274 pages paru chez So'Art éditions sous le titre *Les leviers de développement du Congo : Etat des lieux, propositions et perspectives*, est préfacé par Denis Christel Sassou Nguesso, ministre de la Coopération internationale et de la promotion du partenariat public-privé. La présentation officielle de ce livre aura lieu le 21 février à Brazzaville.

La coordination et l'édition de cet ouvrage collectif, *Le livre blanc des cadets de la République*, ont été assurées par Marien Fauney Ngombé, qui souligne la richesse humaine de cette expérience et la portée citoyenne de cette démarche. Le livre blanc des cadets de la République : *Les leviers de développement du Congo*, est une œuvre collective portée par la jeunesse congolaise et tournée vers l'avenir du pays. Il s'inscrit dans la continuité d'une initiative lancée au dernier trimestre de l'année 2025, ayant permis d'identifier et de mettre en lumière 200 jeunes congolais distingués pour l'excellence de leur parcours et la pertinence de leur expertise.

Cette première étape avait été marquée par une soirée de gala avec remises de prix, ainsi que l'édition spéciale d'un magazine rendant hommage à ces talents, désormais reconnus comme de véritables « Cadets de la République ». L'ambition de ce livre est claire : valoriser celles et ceux qui, par leur engagement, leur créativité et leur compétence,

contribuent déjà à façonner le Congo d'aujourd'hui et de demain. Il s'agit également de donner corps à la vision portée par le ministre Denis Christel Sassou Nguesso, qui œuvre à offrir une tribune à la jeunesse congolaise afin d'explorer de nouvelles voies vers l'essor et le développement durable du pays.

Dix-neuf compatriotes, principalement issus du premier groupe de ces 200 talents ont été identifiés, sélectionnés pour contribuer à cet ouvrage. À chacun d'eux a été confié un domaine stratégique pour l'avenir du Congo, avec pour mission de dresser un état des lieux, de formuler des propositions concrètes et de tracer des perspectives réalistes et innovantes.

Notons que la présentation officielle de ce livre aura lieu le 21 février à Brazzaville. Les organisateurs veulent que ce moment soit un temps fort de réflexion, de partage et de convivialité, réunissant institutions et acteurs de la société civile congolaise.

Bruno Zéphirin Okokana



Luccia Ongouya, du contenu issu de la médiation culturelle

S'adressant à tous publics pour leur dévoiler l'histoire de l'Afrique socio-culturelle, Luccia Ongouya est rentrée dans le paysage des réseaux sociaux. Traits majeurs de la «Médiatrice culturelle congolaise»

Luccia Ongouya est née en République du Congo. Elle a grandi entre les récits oraux de ses grands-parents, la musique des rues africaines, et l'histoire silencieuse de ceux qu'on oublie. Très tôt, elle a compris que les mots pouvaient guérir, unir, éclairer.

Dans son cursus scolaire, il est important de rappeler qu'elle avait occupé la première place du département de la Cuvette lors du concours d'entrée au lycée d'excellence de Mbounda pendant l'année scolaire 2011-2012. Par la suite, elle a décroché la troisième place au Bepc, chez les filles, session 2015-2016.

Installée en France, on peut croiser Luccia Ongouya en se connectant dans les réseaux sociaux. C'est par ces canaux qu'elle livre des contenus, des vidéos, des posts qui oscillent à plusieurs vues. Cette créatrice de contenus, spécialisée dans le récit d'un parcours entre mémoire, culture et engagement pour l'Afrique d'aujourd'hui et de demain,

bénéficie des faveurs de l'algorithme.

Elle réfute le terme «d'influenceuse», lui préférant plutôt celui de «Médiatrice culturelle congolaise» puisqu'elle ne danse pas, n'est pas invitée aux défilés de mode. Chez elle, pas grand-chose à nous vendre. La Congolaise distille quelques bons conseils et s'appuie sur l'Histoire socio-culturelle de son pays d'origine. Ces thématiques dans le cadre de la culture et l'identité se sont imposées à elle pour célébrer les savoirs, arts et traditions africaines. Elle crée des espaces où les cultures s'expriment librement, avec fierté et créativité. Luccia Ongouya utilise la littérature engagée par laquelle ses écrits tissent des récits de luttes, d'espoir et d'amour. Sa plume devient comme un outil de libération, d'éveil et de dignité. Elle travaille sans relâche pour faire entendre les voix oubliées : celles des femmes, des minorités, des diasporas africaines. Sa par-



ticipation dans des conférences, séminaires et institutions, c'est pour porter haut les couleurs de la mémoire africaine.

Depuis le début de l'année 2026, elle a mis en lumière le roman «Une semaine au Kinango» d'Henri Djombo ; elle a parlé de la ville de Mindouli ; elle s'est interrogée sur la continuité de l'utilisation de la langue française comme mesure de valeur sociale en République du Congo. Elle a également réalisé des posts sur des personnalités telle que Francine Ntouni qui soutient les meilleures élèves de filières scientifiques à Brazzaville, dans le but de réduire les inégalités de genre à l'école et de promouvoir l'excellence académique chez les jeunes filles.

La personnalité et la détermination de Luccia Ongouya se résument en ces termes : « Nous avons été dépossédés, mais nous ne sommes pas démunis ».

Marie Alfred Ngoma

LITTÉRATURE

Rice Danielle N’Zonza Koubindama publie Ces femmes qui espèrent... Quand la faiblesse révèle la force

Paru en décembre 2025 aux éditions Renaissance africaine à Paris (France), l’ouvrage de 92 pages de Rice Danielle N’Zonza Koubindama, est une autobiographie, un témoignage qui parle de l’enfance de l’auteure en République du Congo. Un récit vrai, sincère, profondément humain, inspiré de faits réels et d’expériences vécues.

Dans ce récit intime, Rice Danielle N’Zonza Koubindama, plonge les lecteurs au cœur de son enfance en République du Congo, entre l’amour d’une famille unie et les épreuves qui viennent bousculer son innocence. Marquée par la séparation de ses parents, la maladie de sa sœur aînée, Dazie Prefna, et les difficultés financières, elle grandit dans un monde où l’ombre de la guerre et de la peur contraste avec la lumière de sa foi chrétienne. Son histoire est celle d’un combat, mais surtout d’une victoire : l’espoir sur la désillusion, de la foi sur la peur, du courage sur l’adversité. Réparti en dix chapitres, conçus comme un cheminement progressif, émotionnel et spirituel, ce livre est un témoignage de résilience, de foi vivante et de transformation

intérieure. Il s’adresse aux femmes confrontées aux défis de la vie, aux personnes traversant la douleur, le doute ou la perte de repères, et aussi à celles et ceux qui cherchent à se relever après l’épreuve, de même qu’à toute personne en quête d’espérance, de motivation et de sens. Ces femmes qui espèrent... Quand la faiblesse révèle la force : la grandeur de Dieu dans nos moments de doute, est un récit inspirant pour tous ceux qui cherchent une lumière au cœur des épreuves. « *Je suis une femme simple qui a eu l’audace de laisser des traces. J’écris parce que les paroles s’envolent, mais les écrits demeurent. J’écris pour témoigner, pour transmettre, pour bâtir. J’écris afin de fortifier,*



motiver et nourrir les âmes éprouvées par les réalités de la vie. Je suis cette femme qui a choisi de faire entendre sa voix par l’écriture, afin que d’autres retrouvent la force d’avancer », écrit l’auteure. Rice Danielle N’Zonza Kou-



bindama, congolaise dans la trentaine, résidant en France, étudiante en droit à l’université de Chartres, dans le département Eure-et-Loir. Présidente fondatrice d’Orient’ex, et entrepreneure, elle est également spécialiste en coaching

motivationnel, avec une approche personnalisée qui encourage la transformation personnelle et la réussite. Membre de ONU Femmes France, Rice Danielle N’Zonza Koubindama, est aussi vice-présidente de la commission des Affaires académiques du Haut Conseil représentatif des congolais de l’étranger en France. Le livre, Ces femmes qui espèrent... Quand la faiblesse révèle la force : la grandeur de Dieu dans nos moments de doute, est sa deuxième publication, après Le Pouvoir Invisible, paru en 2024, aux éditions Universitaires européennes, à Paris (France). Il est vendu à 10 Euros soit 6500 FCFA.

Bruno Zéphirin Okokana

PSG-NEWCASTLE, NAPLES-PSG

Les matchs les plus attendus de la semaine en Ligue des Champions

La phase finale de la compétition promet des rencontres passionnantes avec la participation des meilleures équipes européennes. Spécialement pour vous, le meilleur site de paris sportifs international a préparé un aperçu des matchs les plus attendus de la semaine à venir.

Vous êtes un fin connaisseur de football et prêt à pronostiquer le vainqueur de chaque rencontre ? Suivez le lien et faites vos pronostics avec les meilleures cotes. Tirez un maximum d’émotions de chaque jeu, mais pensez à respecter les principes du jeu responsable : les paris ne sont avant tout qu’un divertissement.

Borussia Dortmund - Inter, 28/01

Les Jaune et Noir réserveront un accueil chaleureux à l’équipe milanaise au Signal Iduna Park. Le rapide et technique Karim Adeyemi donnera du fil à retordre à la défense de l’Inter, tandis que Serhou Guirassy, meilleur buteur du Borussia Dortmund, entend améliorer ses statistiques et aider les siens à boucler cette phase sur la plus haute marche possible. Cette saison, les Nerazzurri éprouvent de sérieuses difficultés face aux cadors, ce qui explique leur sortie du top 8. Après des défaites contre Liverpool, l’Atlético et Arsenal, le Milan AC s’apprête à affronter le Borussia Dortmund. Comme à leur habitude, les expérimentés Nicolò Barella et Federico Dimarco seront les artisans de la créativité de l’Inter, tandis qu’en attaque, le duo Marcus



Thuram-Lautaro Martínez se présente comme une force motrice redoutable. V1 - 2,98, X - 3,69, V2 - 2,43 SSC Naples - Chelsea, 28/01 Les champions d’Italie en titre peinent à trouver leur rythme et réalisent un parcours catastrophique en Ligue des Champions. Après sept matchs, la Squadra Azzurra n’a engrangé que 8 unités et occupe actuellement la 25e place. Pour tirer leur épingle du jeu et retrouver les barrages, les hommes d’Antonio Conte doivent laminer Chelsea, une tâche qui sera tout sauf facile. Les Londoniens, proches du wagon des

huit premiers, luttent pour une place directe en huitièmes de finale. Cole Palmer et consorts se rendront donc à Naples avec le seul objectif : le triomphe. Malgré de nombreuses absences, le soutien passionné des tribunes du Stadio Diego Armando Maradona est un atout majeur pour Naples, tout comme la présence de Scott McTominay et Rasmus Højlund, capables de faire la différence face aux rivaux de renom. V1 - 3, X - 3,49, V2 - 2,52

Paris Saint-Germain - Newcastle, 28/01

Voisins au classement, Parisiens et Magpies se disputeront une place directe en huitièmes de finale de la C1 européenne. Le tour précédent s’est avéré infructueux pour les champions en titre, qui se sont inclinés face au Sporting sur la plus petite des marges (1-2). Newcastle a ravi ses kops à St. James’ Park en dominant le PSV Eindhoven sur le score éblouissant de 3-0. Le PSG misera probablement sur le redoutable trio offensif composé de Khvicha Kvaratskhelia, Ousmane Dembélé et Désiré Doué. Les Magpies peuvent compter sur un Anthony Gordon en pleine forme, auteur de 6 réalisations dans cette phase de poules. Cotes : V1 - 1,61, X - 4,82, V2 - 5,28 Suivez la crème du football européen avec le meilleur site de paris sportifs international et pariez sur vos favoris via ce lien ! De généreux bonus de bienvenue et plus de 250 méthodes de retrait rapide vous attendent sur la plateforme 1xBet. N’oubliez pas que les pronostics ne doivent pas être faits à votre détriment : jouez de manière responsable et vous prendrez toujours plaisir à parier.

Communiqué



PROGRAMME TRESOR



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE PRIMAIRE SECONDAIRE ET DE L'ALPHABÉTISATION
PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION POUR DE MEILLEURS RÉSULTATS

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI n°001/MEPPSA/TRESOR-UCP/26

Recrutement du Spécialiste en Passation des Marchés de l'Unité de Gestion du Programme TRESOR

1. Contexte et justification

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, un financement de 94, 625 millions USD pour le Programme de Transformation du Système Educatif pour des Meilleurs résultats (TRESOR en anglais) et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour financer les services de recrutement d'un Spécialiste en passation des marchés pour l'Unité de Gestion du Programme TRESOR.

2. Description des tâches

Placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du projet à qui il rend compte de toutes les activités, le Spécialiste en Passation des Marchés est chargé de la planification, la passation et l'exécution des activités de passation des marchés, en conformité avec les accords légaux du Projet (accord de crédit), le manuel de procédures du projet, ainsi que les procédures du bailleur en la matière. Ses principales missions sont :

- Planification de la passation des marchés et mise en œuvre du processus de passation des marchés ;
- Sélection des contractants et gestion des contrats ;
- Préparation des missions d'appui à la mise en œuvre du projet, des missions de revue et des audits de la passation des marchés ;
- Renforcement des capacités.

3. Profil du candidat

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (de niveau Bac + 4 minimum) en sciences de gestion, Economie, Administration Publique, Droit, administration des affaires, Finance Publique, Master en gestion/passation des Marchés publics, ou un diplôme équivalent dans un domaine connexe d'une université reconnue ;
- Disposer d'une expérience générale professionnelle pertinente d'au moins (5) ans dans le secteur public ou privé ;
- Justifier d'une expérience spécifique d'au moins deux (2) ans comme Spécialiste en passation des Marchés, Spécialiste Junior en passation des Marchés, dans un projet sur financement Banque mondiale. Le candidat devra justifier d'une évaluation satisfaisante de son poste ;
- Avoir une bonne connaissance des procédures de passation des marchés du Congo, justifiées par une expérience avec les instances en passation des Marchés publics (CGMP, DGCMP et/ou ARMP) du pays est un atout ;
- Être détenteur d'un certificat en passation des marchés (MOOC ou autre formation) ;
- Avoir une bonne connaissance pratique de l'outil STEP justifiées par des expériences antérieures et une certification ;
- Maîtriser les applications logicielles couramment utilisées (Word, Excel, PowerPoint) ainsi que les outils de communications tels que les courriels ;
- Être apte à travailler en équipe ;
- Être apte à travailler efficacement sous pression ;
- Avoir d'importantes capacités d'analyse et de résolution des problèmes ;
- Avoir une excellente capacité de communication écrite et orale en français.

NB :

- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat
- Les candidatures émanant de personnes ayant exercé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale frappé de dépenses inéligibles, seront désavantagées ;
- Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillants, ou ayant travaillé au cours des six derniers mois au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant

la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisées ;

- Les candidatures féminines sont encouragées ;
- Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront prises en compte. Les candidats sont encouragés à produire le maximum de preuve pour étayer leur candidature.
- Les Candidats SPM et SPM Juniors dont l'évaluation a été jugée insatisfaisante et qui ont perdu leur poste de SPM et/ou SPM Junior de ce fait seront désavantagés.

4. Durée et lieu de la mission

La durée du contrat est de 12 mois à temps plein à partir de la date de signature du contrat. Le contrat pourra être renouvelé pendant la durée du projet, en fonction des résultats obtenus. Le contrat à signer sera régi par le Code du travail de la République du Congo. Le SPM résidera à Brazzaville, mais il est appelé au besoin à se déplacer dans toutes les zones d'exécution du projet.

5. Méthode de sélection

La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (version de février 2025).

Elle se déroulera en deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats ayant rempli les critères pour le poste au regard de l'analyse de leurs dossiers de candidature ; (ii) une phase d'interview des candidats présélectionnés sur la liste restreinte.

NB : Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

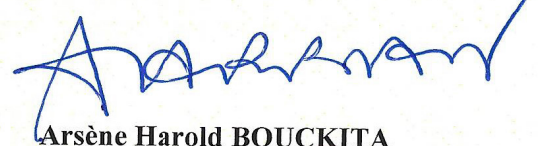
Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous : Unité de Gestion du Programme TRESOR, Ministère de l'Enseignement Préscolaire, Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation (MEPPSA), Avenue des 1ers-Jeux Africains, Face Stade Marchand Brazzaville
Téléphone : (+242) 06 821 83 83 / 06 951 36 62 ; Adresse électronique : ugpotsorcpm@gmail.com

Les dossiers de manifestation d'intérêt écrits en langue française et portant clairement la mention « Recrutement d'un(e) Spécialiste en Passation des marchés de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) du Programme TRESOR », peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessus au plus tard le 10 février 2026 à 16h00 (heure locale), avec les documents suivants : (i) une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordonnateur du Programme TRESOR ; (ii) un curriculum vitae actualisé (CV) ; (iii) les attestations ou certificats de travail justifiant l'expérience ; (iii) les copies du diplôme..

NB : Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront prises en compte.

Fait à Brazzaville, le 26 JAN 2026

Le Coordonnateur,


Arsène Harold BOUCKITA



SITUATION DU FOOTBALL CONGOLAIS

Le Conseil de la FIFA prêt à frapper

Le Conseil de la Fédération internationale de football association (Fifa) vient de se saisir de la situation que traverse le football congolais depuis la levée de la sanction.

Quand ce Conseil se saisit d'une affaire d'ingérence, cela présage un danger constant et imminent qui peut dans un laps de temps replonger le football congolais dans une crise. Les sanctions qui vont cette fois ci être prononcées contre le Congo vont être lourdes de conséquences. Cinq ans c'est la fourchette. Et c'est la jeunesse qui paiera le prix. Car les faits qui sont reprochés à l'Etat congolais vont à l'encontre des statuts de la FIFA et de la CAF mêmes ceux de la Fédération congolaise de football. Comme qui dirait les mêmes causes produiront les mêmes effets. La FIFA qui sait lire entre les lignes voit l'ingérence dans l'opposition de l'Etat congolais sur le nombre d'équipes devant participé au championnat national Ligue1 dit de relance. Les clubs se sont prononcés sur un championnat à 16 équipes mais le ministre des Sports s'y oppose. En plus la fermeture des stades empêchant le ballon de rouler sur les pelouses congolaises depuis la levée de la sanction donne plus de sens à ce que l'organe faîtière du football mondial redoute. Car il a été démontré qu'au Congo, les installations sportives appartiennent toutes à l'Etat congolais. La Fecofoot ne peut les utiliser sans autorisation. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est des poursuites judiciaires engagées par l'État congolais contre les membres du Comité exécutif de la Fédération congolaise de football en plein exercice de leur mandat avec pour conséquence l'interdiction de quitter le pays pour assister aux congrès et autres manifestations internationales auxdesquels ils sont invités pour porter la voix du Congo auprès des instances comme la Fifa et la CAF. La récente annulation de l'assemblée générale ordinaire sur ordonnance de la justice congolaise rend la probabilité de la sanction plus élevée parce que la Fifa ne jure que sur le respect des statuts et n'accepte pas l'ingérence des tiers.

James Golden Eloué

NÉCROLOGIE



Prof Diafouka François RIP (1955-2026)
Messe 31 janvier à 12, Cathédrale
Inhumation le même jour à Montpellier

DIPLOMATIE VATICANE

Un nouveau nonce apostolique en République du Congo

Le pape Léon XIV a nommé Mgr Relwendé Kisito Ouédraogo à la nonciature apostolique en République du Congo. D'origine burkinabè et âgé de 54 ans, il était jusqu'à présent officiel de la Section pour les Affaires générales de la Secrétairerie d'État. De par cette nomination, Mgr Ouédraogo est élevé au siège titulaire d'Ilta, avec la dignité d'archevêque.

La nouvelle de cette nomination a été relayée par Vatican News mercredi 28 janvier. Né le 9 avril 1972 à Gourcy au Burkina Faso, Mgr Relwendé Kisito Ouédraogo succède au nonce apostolique Javier Herrera Corona qui a fait ses adieux à la République du Congo en début de cette année. Il a été ordonné prêtre le 3 décembre 2000 pour le compte du diocèse de Ouahigouya. En 2012, Relwendé Kisito Ouédraogo devient le premier docteur en Sainte Liturgie de son pays. Il effectue sa thèse, portant sur le thème L'image liturgique: Essai d'une esthétique rituelle chez Romano Guardini, à l'Institut pontifical saint Anselme de Rome en Italie.



En 2010, il a été appelé à travailler au sein de la Section pour les Affaires générales de la Secrétairerie d'État au Vatican. Depuis 2013 jusqu'à sa nomination comme nonce apostolique, il a assuré les fonctions de secrétaire particulier du cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État du Saint-Siège. Il est également membre du Comité de Gestion du Fonds «Pro Africa» ; du Conseil d'administration de la Fondation «Mondo Unito» et de l'Association des liturgistes africains (Consociatio Liturgica Africana). Mgr Ouédraogo parle couramment français, italien, anglais et allemand.

Marie Alfred Ngoma

CAN 2025

Lourdes sanctions contre le Sénégal et le Maroc après le retrait des joueurs en finale

Après la victoire du Sénégal (1-0) contre le Maroc, la CAF a annoncé des sanctions massives. L'entraîneur principal des vainqueurs, Pape Thiaw, est suspendu 5 matchs, tandis que les fédérations sénégalaise et marocaine devront payer des amendes colossales pour comportement inapproprié de leurs joueurs et supporters lors de cette finale tumultueuse.

La finale de la Coupe d'Afrique des nations de football 2025 au Maroc, qui a opposé le 18 janvier les équipes nationales du Sénégal et du Maroc, a été marquée par un scandale à la toute fin du match. L'entraîneur principal de l'équipe sénégalaise, Pape Thiaw, a fait sortir ses joueurs du terrain, un geste qui a donné lieu à toute une série de sanctions à l'encontre des équipes et des fédérations de football des deux pays. Ainsi, la commission disciplinaire de la Confédération africaine de football (CAF) a décidé de suspendre Thiaw pour cinq matchs officiels sous son égide pour « comportement antisportif, violation des principes de fair-play et d'intégrité, et atteinte à l'image du football ». Il a également été condamné à une amende de 100 000 dollars (environ 83 566 d'euros). De leur côté, les milieux de terrain Iliman Ndiaye et Ismaïla Sarr ont été suspendus pour deux matchs avec l'équipe nationale du Sénégal pour « comportement

antisportif envers l'arbitre ». La Fédération sénégalaise de football (FSF) est tenue de verser 300 000 dollars (environ 250 699 d'euros) pour « comportement inapproprié de ses supporters », 300 000 dollars pour « comportement antisportif de ses joueurs et de son encadrement technique » et 15 000 dollars (environ 12 534 d'euros) pour les cinq cartons jaunes reçus par l'équipe en finale. Une amende de 100 000 dollars pour le joueur marocain et de 315 000 dollars pour la Fédération royale marocaine de football. Les sanctions n'ont pas épargné les hôtes du tournoi : au sein de l'équipe nationale marocaine, le milieu de terrain Ismael Saïbari a été suspendu pour trois matchs officiels et condamné à une amende de 100 000 dollars. Le défenseur et capitaine Achraf Hakimi a été suspendu pour deux matchs, dont l'un avec sursis pendant un an. La Fédération royale marocaine

de football (FRMF) devra quant à elle payer 200 000 dollars (environ 167 133 d'euros) pour le comportement inapproprié des ramasseurs de balles, 100 000 dollars pour le comportement inapproprié des joueurs et du personnel technique et 15 000 dollars supplémentaires pour l'utilisation de pointeurs laser par les supporters. Le 18 janvier, les Sénégalais ont battu les Marocains 1-0 en finale et ont remporté pour la deuxième fois la Coupe d'Afrique des nations. Au cours du temps additionnel de la deuxième mi-temps, Thiaw a emmené son équipe dans les vestiaires en signe de protestation contre le penalty accordé par l'arbitre aux Marocains, après quoi Sadio Mané a ramené les joueurs sur le terrain. Les Marocains n'ont pas réussi à convertir le penalty, puis, pendant les prolongations, le Sénégal a pris l'avantage, le score restant inchangé jusqu'à la fin du match.

Source RT

AVIS DE PERTE

Il est porté à la connaissance du public que la Société Nouvelle des Ciments du Congo (SONOCC) a déclaré la perte du titre foncier n° 21516, délivré par les services compétents. Le présent avis est publié pour servir et valoir ce que de droit.

CONGO/ NATIONS-UNIES

Un nouveau cadre de coopération 2026-2031

Le ministre de l'économie, du plan et de l'intégration régionale, Ludovic Ngatsé a ouvert, le 27 janvier, les travaux de l'atelier de renforcement des capacités, consacré à la gestion axée sur les résultats et aux principes normatifs à intégrer dans l'élaboration du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour les cinq prochaines années, soit 2027-2031.

Organisé par le bureau du coordonnateur résident des Nations Unies en République du Congo, cet atelier intervient au moment où arrive à échéance le cadre de coopération 2020-2026, marquant à la fois le point de départ d'un processus plus large de co-construction entre le gouvernement et le système des Nations Unies.

« Le Cadre de coopération des Nations Unies constitue l'instrument principal de programmation collective du système onusien dans notre pays. Il est conçu pour accompagner la mise en œuvre des priorités nationales tout en contribuant à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable », a indiqué le ministre à l'ouverture de l'atelier.

Visant, en effet, à guider l'action collective entre le Congo et le Système des Nations Unies, pour les cinq prochaines années, cette rencontre a pour objectif



Le représentant résident, Abdourahmane Diallo, et le ministre de l'Économie et du Plan, Ludovic Ngatsé à l'ouverture de l'atelier NU.

de renforcer la compréhension commune et l'appropriation, par l'ensemble des acteurs impliqués, des fondements méthodologiques et normatifs nécessaires à l'élaboration du nouveau cadre de coopération.

« Cet atelier doit nous mettre en capacité d'agir, en permettant aux ministères sectoriels,

aux partenaires techniques et financiers, à la société civile et à toutes les parties prenantes qui participent aux groupes de résultats, de contribuer pleinement et activement à la revue annuelle 2025 du cadre de coopération 2020-2026, et à préparer le nouveau cadre 2027-2031, pour que sa formu-

lation repose sur des choix solides, partagés, et réalistes », a rappelé pour sa part le représentant résident des Nations Unies en République du Congo, Abdourahmane Diallo.

Au cours de cet atelier, les participants ont travaillé sur différents aspects. Il s'agit notamment de comment formuler une chaîne

de résultats cohérente, logique et mesurable ; comment renforcer les capacités à identifier et à accompagner les groupes vulnérabilisés ; et comment adopter une approche commune dans l'utilisation d'outils structurants.

Tenant compte de l'importance stratégique de cet atelier pour le renforcement de la planification publique, l'efficacité de la coopération avec les Nations Unies, et, au-delà, pour le bien-être de nos populations, le ministre Ngatsé a invité les participants à capitaliser pleinement sur cette session de formation, en faisant preuve de rigueur dans l'analyse et dans l'appropriation des outils proposés.

« Votre implication active est essentielle à la réussite de cette initiative, et surtout à la production d'un Cadre de coopération aligné sur les priorités de notre pays, et conforme aux standards et principes des Nations Unies », a-t-il précisé.

Guy-Gervais Kitina

MAIS ON Russe

Bilan 2025 et cap sur une année 2026 placée sous le signe de l'unité

La Maison Russe de Brazzaville a présenté, le 28 janvier, le bilan de ses activités de l'année écoulée et les grandes orientations de sa feuille de route 2026, lors d'une conférence de presse animée par sa directrice, Maria Fakhruddinova. Une rencontre marquée par la volonté de renforcer les liens culturels et éducatifs entre la Russie et le Congo, avec la jeunesse comme principal moteur au service de l'unité des peuples.

L'année 2025 a été largement dominée par la célébration du centenaire de la diplomatie russe dans le monde. À Brazzaville, cet anniversaire a donné lieu à une série d'initiatives : échanges en visioconférence, marche culturelle ayant mobilisé plus de 1 300 personnes, projections, ainsi que la participation de jeunes congolais aux concours culturels et aux forums internationaux de coopération en Russie.

Ces actions et bien d'autres engagements ont valu à la Maison russe deux distinctions, dont le prix d'Ambassadeur de la paix et de la diversité culturelle décerné par le Studio 210, ainsi que le prix pour la promotion de la langue russe octroyé à sa directrice.

Véritable pont culturel et éducatif entre la Russie et le Congo, la Maison Russe agit aussi bien en milieu urbain que dans les quartiers, les lycées et les régions pour renforcer l'accès et l'apprentissage de la langue sur le continent. En 2025, de nouveaux enseignants russes sont arrivés pour renforcer l'apprentissage de cette langue au Congo dans les lycées et à l'université Marien Ngouabi. À côté de cela, les activités, gratuites et ac-

cessibles, visant à toucher directement les jeunes sur le terrain. Cette dynamique s'applique tant au Congo que dans les autres Maisons Russes régionales.

Maria Fakhruddinova a insisté sur l'importance stratégique de la maîtrise du russe pour accéder aux opportunités académiques. Si le quota de 250 bourses de coopération reste inchangé cette année, de nombreuses bourses complètes sont proposées directement par les universités russes, y compris aux professionnels. « La condition essentielle reste la connaissance de la langue russe », a-t-elle rappelé. Les perspectives de la Maison Russe pour 2026 s'inscrivent dans le cadre de « l'Année de l'unité du peuple russe » décrétée par le président Vladimir Poutine. Elles prévoient la poursuite du centenaire de la diplomatie, le lancement des Olympiades nationales, le renforcement de la présence des enseignants russes dans les lycées et universités de Brazzaville, ainsi que la célébration de dates historiques majeures, dont les 65 ans du premier vol humain dans l'espace, avec une conférence prévue le 12 avril. Des spectacles de théâtre, de slam et de musique, ainsi qu'une



La directrice de la Maison Russe de Brazzaville face à la presse le 28 janvier.

exposition photo sur Brazzaville vue par des citoyens russes, sont également programmés. L'innovation numérique occupera une place centrale, avec un renforcement de la présence sur TikTok et les réseaux sociaux pour l'apprentissage du russe et la diffusion de contenus éducatifs, culturels et historiques.

La directrice de la Maison Russe a invité les journalistes congolais à participer au concours international de journalisme « Honest View 2026 », consacré aux enjeux internationaux et à la coopération entre les peuples. Ce concours offre aux lauréats une visibilité internationale et des récompenses fi-

nancières significatives. Des conférences, notamment sur la sécurité alimentaire, viendront compléter cette offre destinée à renforcer les capacités des professionnels des médias et à favoriser un traitement approfondi de ces questions majeures pour l'Afrique et le monde.

Merveille Jessica Atipo